

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 123 • novembre 2018



DÉPOSER LES ARMES ET SERVIR SON PAYS : LE DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS DÉMARRE !

LA POLICE DES NATIONS UNIES PROCÈDE À LA CLÔTURE D'UNE FORMATION ET AU DON DE 20 MOTOS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE BAMAKO

PROCESSUS DE PAIX : INSTALLATION DES AUTORITÉS INTÉRIMAIRES DES CERCLES DE TAODÉNI ET ACHOURAT

MÉNAKA : AVANCEMENT DU PROJET D'ÉLECTRIFICATION DU CENTRE-VILLE

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE • DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

123

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS : LES MALIENS FRANCHISSENT UNE AUTRE ÉTAPE HISTORIQUE VERS LA PAIX

7 DÉPOSER LES ARMES POUR SERVIR SON PAYS

9 LES CASQUES BLEUS GUINÉENS LAISSENT LEUR EMPREINTE AU MALI

11 LE NOUVEAU COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSMA SUR LE TERRAIN POUR S'IMPREGNER DES RÉALITÉS

12 PROCESSUS DE PAIX : INSTALLATION DES AUTORITÉS INTERIMAIRES DES CERCLES DE TAUDENI ET ACHOURAT

13 MÉNAKA : AVANCEMENT DU PROJET D'ÉLECTRIFICATION DU CENTRE-VILLE

14 LA POLICE DES NATIONS UNIES PROCÈDE À LA CLÔTURE D'UNE FORMATION ET AU DON DE 20 MOTOS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE BAMAKO

15 BRÈVES



7



9



11



12



14



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS : LES MALIENS FRANCHISSENT UNE AUTRE ÉTAPE HISTORIQUE VERS LA PAIX



Ce 6 novembre 2018 a eu lieu à Gao, le lancement officiel du processus de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion socio-économique, (DDR), et Intégration accélérés des combattants du MOC. C'était à Gao, au cours d'une cérémonie officielle, placée sous la présidence du Ministre de la Cohésions sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, en présence de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies.

QU'ENTEND-ON PAR PROCESSUS DE DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS ?

En mars 2018, le Comité de Suivi de l'Accord (CSA) avait demandé aux parties signataires de donner un nouveau chronogramme pour les actions prioritaires à mener. Parmi ces actions : l'intégration des combattants du MOC (Mécanisme Opérationnel de Coordination). L'Accord de paix prévoit globalement un programme national de



DDR, ainsi qu'un programme d'intégration des combattants qui répondent aux critères (agrés par les parties) au sein des Forces de Défense et de Sécurité du Mali. « Comme vous le savez, le Mécanisme Opérationnel de Coordination est un mécanisme militaire conjoint entre les trois parties signataires et qui est chargé d'assurer la sécurité des sites de cantonnement, d'assurer la sécurité du processus de DDR et d'intégration et d'assurer la sécurité des autorités intérimaires. Donc cet exercice, dans lequel les trois parties se sont engagées avec le soutien de la MINUSMA et des partenaires internationaux, vise d'abord à l'heure actuelle, à intégrer les gens qui sont membres du MOC », a expliqué

Samba Tall, le Directeur de la Section Réforme du Secteur de la Sécurité/ Désarmement, Démobilisation, Réinsertion (RSS/DDR) de la MINUSMA. Par ailleurs, souligne M. Tall, « l'Accord de paix impose que tout combattant devant être intégré quelque part dans les structures de l'Etat, puisse forcément passer par un processus de DDR au préalable. D'où l'appellation DDR-Intégration accélérés, qui ne concerne que les combattants du MOC ».

AUSSI SOBRE QU'HISTORIQUE...

Gao, en cette fin d'après-midi du 6 novembre 2018, le soleil amorce sa descente sur la Direction régionale de la Police Nationale du Mali, où a été

mis en place le dispositif du Désarmement, Démobilisation, Réinsertion/Réintégration (DDR)-Intégration accélérés. Dans la cour, plusieurs véhicules font leur entrée. Tour à tour, les officiels, parmi lesquels la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, le Ministre malien de la Cohésion sociale, de la Paix et de Réconciliation nationale, le Président de la Commission nationale de DDR, le Président de la Commission nationale d'intégration, le Gouverneur de la Région de Gao, les Présidents de la Plateforme et de la CMA font leur entrée. Sur place, chaises, bâches, maître de cérémonie, orchestres songhaï de Gao et touareg de Kidal sont prêts. Une disposition sobre pour un jour



historique : les parties maliennes, signataires de l'Accord pour la paix, procèdent au lancement du processus de DDR et d'intégration accélérés.

Le démarrage de la cérémonie ayant pris du retard, le Président de la Commission Nationale du DDR, le Ministre Zahabi Ould Sidi Mohamed, premier à prendre la parole, décide de mettre de côté l'allocution qu'il avait préparé pour la circonstance. Après avoir expliqué que le concept de DDR-Intégration accélérés émane de « la volonté politique du Premier ministre malien d'aller plus vite vers la paix », il a tenu à balayer les rumeurs qui font cas d'éventuelles difficultés d'entente des parties sur le processus. « Le Ministre de la Cohésion sociale,

de la Réconciliation nationale et de la Paix, les Présidents de la Plateforme et de la CMA sont là : ils cautionnent le processus par leur présence », a-t-il asséné, comme pour clore la polémique.

Rappelant les étapes qui ont conduit au lancement de ce «DDR-Intégration accélérés», la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSMA par intérim, Mbaranga Gassarabwé, s'est dit « honorée » d'assister à cet événement à Gao aujourd'hui. « C'est vraiment un moment historique », a-t-elle déclaré avant de poursuivre en saluant « la volonté de toutes les parties de lancer ce processus DDR et d'intégration accélérés dans les Forces de Défense et

de Sécurité. La Confiance des acteurs et de la population envers le processus de paix ne fait qu'augmenter avec la réalisation de succès tels que celui-ci ».

S'exprimant au nom de l'Etat malien, Lassine Bouaré, le Ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, a demandé à l'assistance une minute de silence pour, a-t-il dit, « les victimes tombées sur le champ de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ». Le Ministre en charge de la cohésion, de la paix et de la réconciliation entre les Maliens, a rappelé que la mise en œuvre de l'Accord est : « la priorité du second mandat du



Chef de l'Etat malien » et que le DDR-Intégration accélérés, en était un élément important. Il a ensuite appelé à l'engagement de tous pour parvenir à la paix, assurant de son côté que : « l'Etat prend l'engagement de faire face à tous les défis ». M. Bouaré a clos son propos en remerciant la MINUSMA et tous les partenaires du Mali pour leur soutien au processus de paix.

LE DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS : UN PROCESSUS COMPLET

À la fin de la cérémonie, le Ministre Bouaré et le Chef d'Etat-major des Armées ont effectué une visite des stands devant abriter les activités du processus. Guidée par le Chef du DDR de la MINUSMA, Ndiaga Diagne, cette visite à laquelle

ont également participé les journalistes nationaux et internationaux, a permis d'exposer les quelques 17 étapes du processus. Celles-ci vont du dépôt de l'arme, au choix de l'intégration ou de la réinsertion en passant par une fouille complète, un examen médical, un enregistrement biométrique, un test d'aptitude militaire ou encore un entretien avec une équipe malienne chargée des droits de l'homme.

Le processus de DDR-Intégration accélérés est donc lancé pour les combattants du MOC de Gao. D'autres MOC à travers le pays devraient suivre dans les prochains jours. L'ONU, quant à elle, selon les mots de Mbaranga Gasarabwé, la Cheffe de la MINUSMA par intérim, « renouvelle son engagement à accompagner les parties maliennes pour relever ce défi ».

DÉPOSER LES ARMES POUR SERVIR SON PAYS



GAO, KIDAL ET TOMBOUCTOU DÉMARRENT LE DDR-INTÉGRATION ACCÉLÉRÉS

Lancé les 6, 9 et 12 novembre derniers, respectivement à Gao, Kidal et Tombouctou, le processus de DDR-Intégration accélérés des combattants du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC), suit son cours. Il a pour objectif, d'ici le 30 novembre prochain, d'intégrer les combattants du MOC dans les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) ou de leur permettre une réinsertion socio-économique dans la société. Le principe étant d'abord de les enregistrer et de s'assurer de leur aptitude à l'intégration. Si tel est le cas, le choix d'une carrière militaire ou d'un retour à la vie civile leur reviendra.

À Kidal, le 6 novembre, à l'issue du lancement officiel, les travaux d'enregistrement des combattants ont immédiatement commencé. Ce sont 1 600 combattants de la CMA, de la Plateforme et d'autres mouvements adhérant à l'Accord pour la Paix, qui sont concernés par ce processus dont la fin est prévue pour le 30 novembre prochain. La symbolique du jour était assez forte au regard du poids de cette mesure dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord. « Cette opération constitue le point de départ de la mise en œuvre d'une disposition très importante

de l'Accord de paix, à savoir, l'armée reconstituée », a estimé Almou Ag Mohamed, Coordinateur général adjoint à la CN-DDR.

10h, au siège de la Direction régionale de la Police Nationale à Gao. Nous sommes le 9 novembre, les représentants des Commissions nationales de DDR et d'Intégration sont présents, l'enregistrement peut donc commencer. Au cours de cette première journée, sur les 600 combattants concernés par l'exercice à Gao, 32 seront enregistrés.

Le premier à se soumettre à cet exercice est le commandant Moussa Ag Najim de la CMA. En uniforme surmonté d'un turban, il s'est présenté ce matin-là à l'entrée du site. Après s'être soumis à la première fouille, il a remis son pistolet automatique aux officiels qui ont fait de cet acte, « LE » geste symbolisant le début des opérations de DDR-Intégration accélérés pour les éléments du MOC de Gao. « Le processus se passe à merveille même si aucune œuvre humaine n'est parfaite. Malgré ce léger retard observé au démarrage, l'exemple a été donné par le chef de bataillon du MOC de Gao. Nous restons donc très optimistes par rapport à l'évolution des choses », a déclaré le Général de brigade Mamadou Idrissa Coulibaly, Coordinateur national du MOC.



« Ce processus concerne tous les Maliens, et chacun doit jouer pleinement son rôle en toute responsabilité, pour faire primer l'intérêt général du pays. Les partenaires nous apportent le soutien nécessaire, mais ils ne peuvent pas résoudre les problèmes à notre place », a déclaré Mohamed Ould Meydou, Gouverneur de la région de Taoudéni avec résidence à Tombouctou. C'était le 12 novembre, lors du démarrage officiel des opérations de DDR-Intégration des combattants du MOC de Tombouctou. Ce sont 30 ex-combattants, 15 de la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad) et 15 de la Plateforme, issus des 170 du MOC, dont les armes ont été vérifiées et récupérées, qui y ont été enregistrés dans la base de données au cours de cette première journée.

Deux jours avant son lancement, la Commission Nationale du DDR, en collaboration avec la MINUSMA a tenu, au Conseil régional de Tombouctou, une rencontre d'information et de sensibilisation sur le processus du Désarmement, Démobilisation, Réinsertion socio-économique, DDR-Intégration accélérés des combattants du MOC, afin d'écartier les rumeurs qui font cas d'éventuelles difficultés d'entente des parties sur le processus.

LA MINUSMA MOBILISÉE POUR ACCOMPAGNER CE PROCESSUS

Si le processus de DDR-Intégration accélérés des combattants du MOC est de la responsabilité première des parties signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, Gouvernement malien en tête, la Mission des Nations Unies appui ce processus, comme le lui enjoint son Mandat issu de la Résolution 2423 (2018) du Conseil de

sécurité de l'ONU. Ce soutien implique une action coordonnée de plusieurs composantes et sections substantives de la MINUSMA. Ainsi, la section en charge de la question du Désarmement et de la Réforme du Secteur de la Sécurité, RSS/DDR, est épaulée par la Force, la Police des Nations Unies (UNPOL), la Division des droits de l'homme et de la protection, les différents bureaux régionaux, ou encore la Direction de l'Appui à la Mission, pour les aspects logistiques. Condition sine qua non du maintien de la paix, le DDR mobilise de nombreux personnels civils, policiers et militaires de la MINUSMA.

UN CIRCUIT COMPLET POUR S'ENREGISTRER

Pour accueillir les combattants, une quinzaine de stands ont été installés afin de faciliter leur enregistrement. Ces abris vont servir à la réception, au désarmement, à l'enregistrement, au test militaire, à la visite médicale, au conseil, à l'appui psychosocial, à la sensibilisation et à l'information sur les droits de l'homme et le VIH, ainsi qu'à la distribution des kits d'intégration/réinsertion. Chacun des stands constitue donc une étape à part entière. À l'issue du circuit, l'ex-combattant est définitivement désarmé, démobilisé et réinséré, réintégré ou intégré. Un pas important vers la mise en œuvre intégrale de l'Accord pour la paix est donc franchi.



LES CASQUES BLEUS GUINÉENS LAISSENT LEUR EMPREINTE AU MALI



Alors que le soleil se lève sur le vaste désert du Mali, un groupe de 20 hommes prépare son équipement. En rang, ils attendent de recevoir des instructions avant de se rendre à leur première patrouille de la journée, sur l'une des routes les plus dangereuses de la région.

Ce sont des Casques bleus guinéens de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), basés dans la ville instable de Kidal, dans le nord du pays. Le cœur du désert du Sahara est constamment menacé par des forces hostiles.

Après l'éclatement du conflit en 2012, les risques d'explosion et les attaques complexes sont devenus une nouvelle menace pour le pays, avec un impact négatif considérable sur la sécurité et la liberté de circulation dans les parties centrales et septentrionales du pays.

CHAQUE PATROUILLE EST UNE ÉPREUVE PHYSIQUE

Ils sont prêts. Les soldats guinéens montent à bord de deux véhicules blindés de transport de troupes (APC), qui quitteront bientôt la base des Nations Unies, sans savoir s'ils y retourneront en toute sécurité.

Pour le capitaine guinéen Mamady Keita, la menace des mines est toujours présente. «Aucune mission ne peut être accomplie sans notre présence, la route est sablonneuse et il est facile pour les insurgés de cacher des engins explosifs sous terre», dit-il devant son APC, son meilleur moyen de défense pendant l'opération.

Sous un soleil de plomb, la température est à son maximum, l'équipe guinéenne de Search and Detect (Recherche et Détection) recherche, à pied sur les routes sablonneuses, des engins explosifs et des cachettes de bombes. «Ici, baisser votre garde peut être fatal, il y a toujours une



chance que la situation tourne au pire», avertit le lieutenant Maurice Brehemon.

Tous les soldats guinéens, comme tous les contingents qui rejoignent la MINUSMA, doivent suivre une formation intensive dans leur pays avant le déploiement. Ils doivent être préparés au risque le plus courant lors de leur arrivée au Mali.

Cette formation, préalable au déploiement, vise à doter les Casques bleus de compétences nécessaires pour se protéger, aider à protéger les autres et améliorer la résilience et la sécurité pour la réalisation du mandat de la MINUSMA.

Le travail vient avec des défis quotidiens. La patrouille matinale s'est déroulée sans encombre et les Casques Bleus sont rentrés sains et saufs à la base. Mais le lendemain, un véhicule des Nations Unies a sauté sur une mine. Quatorze Casques bleus ont été blessés.

Près de 850 Casques bleus de Guinée sont en service au Mali. La Guinée est l'un des plus importants pays contributeurs de troupes à la MINUSMA. Le capitaine Mamady Kéita sait qu'en promouvant la paix, il risque sa vie. La Guinée est un voisin étroitement lié au Mali. Ses soldats sont souvent appelés «frères d'armes» au sens régional.

Créée en 2013, la MINUSMA soutient l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali en aidant à rétablir l'autorité de l'État, à faire progresser la

diplomatie, à renforcer la sécurité et à promouvoir les droits de l'homme.

TOTALEMENT ENGAGÉ POUR LA PAIX

Chaque jour, les femmes et les hommes de la mission des Nations Unies au Mali sont en première ligne pour protéger les civils et promouvoir la paix dans l'une des missions les plus difficiles de la planète. Depuis juillet 2013, 103 soldats de la paix ont été tués dans des incidents hostiles.

Pour Pélagie Diawara, l'une des 16 femmes du bataillon guinéen, le début de sa première mission aux Nations Unies a été difficile. Sa famille lui manquait et la chaleur intense du désert était un défi. «C'était une décision difficile de quitter ma famille, mais je suis fier d'être ici dans ce pays voisin pour aider nos frères et sœurs du Mali à restaurer la paix dans ce pays.»

Entre mines terrestres et engins explosifs improvisés, la conduite sur les routes du nord du Mali est un exercice dangereux. Aujourd'hui, environ 14 000 Casques bleus de plus de 56 pays servent au Mali.

Ces femmes et ces hommes travaillent dans un environnement extrêmement dangereux, loin de leurs familles, et très conscients du fait que leurs sacrifices personnels sont essentiels pour contribuer à l'instauration d'une paix durable.

LE NOUVEAU COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSMA SUR LE TERRAIN POUR S'IMPRÉGNER DES RÉALITÉS



Le général de corps d'armée Dennis Gyllensporre, Commandant de la Force de la MINUSMA a effectué, ce 31 Octobre 2018, une première visite de contact avec le bataillon nigérien de la MINUSMA à Ansongo et Ménaka.

Un hélicoptère aux couleurs des Nations Unies se pose sur l'héliport de la base de la MINUSMA à Ménaka. À son bord, le général de corps d'armée Dennis Gyllensporre, Commandant de la Force de la MINUSMA. En provenance d'Ansongo, où il s'est prêté au même exercice, le Commandant des soldats de la paix de la MINUSMA a été accueilli par le Chef du bureau régional de la MINUSMA et le Commandant du bataillon nigérien, celui de l'unité de Force de protection Togolaise, le coordinateur régional de la Police des Nations Unies (UNPOL) et le personnel civil de la MINUSMA. « Je suis venu pour m'imprégner de la réalité sur le terrain. Je sais que les défis sont nombreux et que nous devons travailler dur pour la paix dans ce pays. J'ai été impressionné par les opérations que vous avez effectué sur le terrain.

Vous pouvez compter sur mon entière disponibilité pour bien mener notre mandat », a-t-il déclaré sur la place d'armes du camp, face à une centaine de soldats de la paix mobilisés pour la circonstance.

Pendant sa visite de quelques heures, il a pris part au briefing sécuritaire dans la salle des opérations du bataillon nigérien. Il s'est également entretenu avec le Chef du Bureau régional de la MINUSMA à Ménaka, Francisco Osler De Almeida.

Depuis sa prise de service le 4 octobre dernier, le Général Gyllensporre multiplie les sorties sur le terrain comme ce fut le cas à Mopti, Tombouctou et Gao. À Ménaka, il a visité le nouveau dispositif sécuritaire mis en place pour renforcer la sécurité du camp. Il a apprécié cette mesure préventive mise en place par le bureau régional de la MINUSMA.

À la fin de sa visite, il a promis de revenir le lendemain jeudi pour se joindre à une mission conjointe de protection des civils.

PROCESSUS DE PAIX : INSTALLATION DES AUTORITÉS INTÉRIMAIRES DES CERCLES DE TAODÉNI ET ACHOURAT



Le 29 octobre dernier, les autorités intérimaires des cercles de Taoudéni et Achourat ont été mises en place. La cérémonie d'installation, présidée par les préfets desdits cercles, s'est déroulée dans la salle de Conférence du Gouvernorat de la région de Taoudéni.

Les nouvelles autorités de Taoudéni et Achourat sont constituées de 11 membres chacune, avec à leur tête Mohamed Ould Abdrahmane et Mohamed Mahmoud Ould Alhassane.

Cette nouvelle étape illustre l'engagement des populations de la région de Taoudéni à jouer leur partition dans la mise en œuvre de l'Accord. « Je m'engage à ne ménager aucun effort pour que la paix, la stabilité et la sécurité reviennent dans le cercle et dans toute la région. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que chaque ressortissant de la région jouisse de ses droits, dans un Mali un et indivisible », a déclaré Mohamed Ould Abdrahmane, Président de l'autorité intérimaire du cercle de Taoudéni.

L'installation de ces autorités intérimaires suscite beaucoup d'espoir pour les communautés de cette nouvelle région. Elles espèrent que cela va profiter au processus d'opérationnalisation de la région dont les communes restent encore à délimiter. « Cette mise en place des autorités

intérimaires des cercles constitue un bon début. Cela est un très grand pas vers la résolution de nos problèmes, surtout en matière de développement. La population attend beaucoup de ce processus », a déclaré Moulaye Ould Bally, un ressortissant de Taoudéni.

QU'ENTEND-ON PAR AUTORITÉS INTÉRIMAIRES ?

Les autorités intérimaires sont une disposition de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger. Elles remplacent les Conseils de cercles et sont nommées de façon consensuelle par le Gouvernement et les groupes signataires de l'Accord (la Plateforme et la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad)). Les hommes et les femmes des autorités intérimaires sont désignés parmi les agents des services déconcentrés de l'Etat, la société civile et les conseillers sortants.

Les autorités intérimaires ont, entre autres, pour missions de faire fonctionner les services techniques déconcentrés de l'Etat, d'assurer la remise en marche et le fonctionnement des services sociaux de base et/ou de faciliter le retour, la réinstallation et la réinsertion des réfugiés. Pour rappel, les autorités des cercles de la région de Tombouctou ont été installées en septembre dernier.

MÉNAKA : AVANCEMENT DU PROJET D'ÉLECTRIFICATION DU CENTRE-VILLE



La MINUSMA, grâce une contribution du Danemark au Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la paix et à la sécurité au Mali, a entièrement financé le projet d'électrification des grandes artères de la commune urbaine de Ménaka par des lampadaires solaires à hauteur de plus de 100 millions de francs CFA.

Lancé depuis le mois de juillet 2018, ce projet vise à illuminer les quartiers de la commune urbaine de Ménaka qui peuvent être exposés à l'insécurité. Il couvrira aussi des bâtiments administratifs tels que la gendarmerie, la police, la mairie. « Nous sommes impatients de voir ce projet réalisé. Ça sera une première de voir ces endroits illuminés et c'est une bonne chose pour Ménaka », a rapporté M. Nanoute Ag KOTIA, maire de la commune urbaine de Ménaka.

Le projet couvrira le troisième quartier, Médine, ainsi que la nationale 20 qui part du commissariat de Police pour entrer en ville. Le partenaire

d'exécution du projet, l'ONG « Nouveaux Horizons », assure que les installations seront prêtes avant le mois de décembre. « Nous avons transporté déjà la majorité des équipements sur place. Nous sommes en train de fixer les poteaux et si tout se passe bien, les lampadaires seront opérationnels fin novembre », a expliqué M. Harouna Tiegoum Maiga, point focal de l'ONG.

La section de la MINUSMA en charge de la Stabilisation et du Relèvement à Gao a effectué une visite de terrain pour s'enquérir de l'évolution du projet à mi-parcours. Elle a rencontré le partenaire « Nouveaux Horizons » et la mairie de Ménaka pour faire le point. « Nous sommes satisfaits du niveau d'avancement de ce projet et espérons que l'impact sera ressenti au niveau des communautés », a estimé Basile Koukoui, représentant de la section Stabilisation et Relèvement du bureau régional de la MINUSMA à Gao.

LA POLICE DES NATIONS UNIES PROCÈDE À LA CLÔTURE D'UNE FORMATION ET AU DON DE 20 MOTOS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE BAMAKO



Le vendredi 26 octobre 2018, en présence du Commissaire Général de Police Issoufou Yacouba, Chef de la composante Police de la MINUSMA, et du Directeur Général de la Police Nationale du Mali, l'Inspecteur Général de Police Moussa Ag Infahi, la Police des Nations Unies (UNPOL) a procédé à la clôture d'une formation sur la police de proximité et au don de 20 motos et autres matériels de service.

La police de proximité préconise la restauration d'une relation de confiance entre les acteurs de la sécurité et la population civile. Plus particulièrement, cette approche vise à une interaction régulière avec les citoyens, intégrant ainsi une compréhension commune des enjeux sécuritaires auxquels une communauté fait face. La police de proximité tend ainsi à mettre en place une «coproduction de sécurité» (collaboration entre différents types de partenaires pour la sécurité) entre la population et sa police.

Cette session de formation a connu la participation de 15 fonctionnaires de police des commissariats des troisième et dixième arrondissements. En plus de répondre à la problématique de la police de proximité et aux modalités d'implication des populations dans la gestion des questions

sécuritaires, cette formation a permis d'examiner les questions relatives à la déontologie et à l'éthique professionnelle, à la communication, et à la réalisation d'objectifs.

Cette dynamique anticipative et préventive renforce les capacités opérationnelles des forces de sécurité dans leur mission d'application de la loi, dans le strict respect de l'Etat de droit et des droits de l'Homme.

Selon le Commissaire de Police d'UNPOL, cette première expérience va permettre d'évaluer dans quelle mesure elle peut être généralisée à toutes les régions du Mali.

Quant au Directeur Général de la Police Nationale, il n'a pas manqué d'exprimer toute sa gratitude à la MINUSMA qui œuvre tous les jours pour le bien-être du peuple malien.

Les apprenants se sont engagés à disséminer les connaissances acquises au cours de la formation. Ils ont également reconnu les moyens conséquents mis à leur disposition.

EN BREF

31 OCTOBRE

Le 29 octobre dernier, le Chef du bureau régional de la MINUSMA à Ménaka, Francisco Osler De Almeida, était en mission dans la commune de Tidermène. Accompagné de personnels de la MINUSMA issus de la Division des affaires civiles, de la Police des Nations Unies (UNPOL), des Militaires Observateurs (Milobs) et de la section chargée de la protection des civils, le Chef du bureau de la MINUSMA à Ménaka était venu prendre contact avec les leaders communautaires, les chefs de fractions, les notabilités et les groupes armés présents dans la commune. Le but : analyser la situation sécuritaire de manière générale et la protection des civils dans la localité.

Cette visite a été vivement saluée par les communautés de Tidermène, visait également à montrer la présence et le support de la MINUSMA aux populations, et faciliter une meilleure compréhension de la dynamique locale et intracommunautaire. Le transport de la délégation a été assuré par l'unité hélicoptérée du contingent Canadien de la MINUSMA, sous la vigilance des Casques bleus nigériens. Bientôt, d'autres missions, dans d'autres localités de la région de Ménaka auront lieu.



31 OCTOBRE

TOMBOUCTOU : CÉRÉMONIE D'HOMMAGE AUX DEUX CASQUES BLEUS BURKINABÉS TOMBÉS À BER

Le 30 octobre dernier, le personnel en uniforme et civil du Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou a rendu hommage aux deux Casques bleus burkinabés, tués quelques jours auparavant. C'était le 27 octobre dernier à Ber, dans une attaque terroriste contre le camp de la MINUSMA sur place. Le Sergent-Chef Issa Yoni et le Soldat Limon Ouetia Delphin, du bataillon Burkinabé 1-6, sont tombés au

champ d'honneur pour défendre leur camp. Respectivement âgés de 36 et 25 ans, ils étaient déployés au Mali depuis février 2018, pour appuyer les Nations Unies et le peuple malien à consolider la paix dans ce pays.

Présents lors du dernier hommage, le Commandant du Secteur Ouest, le Général Stephan Andersson, le Chef du Bureau, Riccardo Maia, ainsi que des officiers des contingents déployés à Tombouctou ont présenté leurs condoléances au peuple burkinabé, aux familles et aux compagnons des disparus.



31 OCTOBRE

Ce matin, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSMA par intérim, Mme Mbaranga Gasarabwe a rencontré, au Quartier Général de la Mission, la Sous-Secrétaire générale de l'ONU et Directrice exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT), Mme Michèle Coninx.



Les échanges ont porté sur sa mission dans le pays. A la tête d'une délégation d'experts, Mme Coninx est en visite de trois jours au Mali, afin d'évaluer les efforts du Gouvernement du Mali dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

2 NOVEMBRE

En cette matinée du 2 novembre 18, s'est tenue à la Base Opérationnelle de la MINUSMA, une cérémonie d'hommage aux Casques bleus burkinabés et guinéen, décédés au service de la paix.

Respectivement âgés de 36 et 25 ans, le Sergent-Chef Issa Yoni et le Soldat Limon Ouetia Delphin, du bataillon Burkinabé 1-6, étaient déployés au Mali depuis février 2018, pour appuyer les Nations Unies et le peuple malien à consolider la paix dans ce pays. Les deux Casques bleus sont morts alors qu'ils tentaient, aux côtés de leurs frères d'armes, de repousser une attaque complexe survenue le 27 octobre dernier contre le camp de la MINUSMA à Ber (région de Tombouctou), et qui a fait plusieurs autres blessés.

Le même 27 octobre, à Kidal cette fois-ci, le caporal-chef Fodé Abass Camara, du contingent guinéen, était lui aussi arraché à l'affection des siens, des suites d'une crise cardiaque.

Pour leur rendre ce dernier hommage, les membres du personnel militaire, policier et civil de la



MINUSMA était présents, ainsi que le Commandant de la Force, le Général de Corps d'armée Dennis Gyllensporre et le Commissaire de la Police des Nations Unies au Mali, UNPOL/MINUSMA, Issoufou Yacouba.

Ce matin s'est tenue à la Base Opérationnelle de la MINUSMA, une cérémonie d'hommage aux Casques bleus burkinabés et guinéen, décédés au service de la paix.

Le Sergent-Chef Issa Yoni et le Soldat Limon Ouetia Delphin, du bataillon Burkinabé 1-6, sont morts alors qu'ils tentaient de repousser une attaque complexe survenue le 27/10 contre le camp de la MINUSMA à #Ber. Le même 27/10, à Kidal cette fois-ci, le caporal-chef Fodé Abass Camara, du contingent guinéen, était lui aussi arraché à l'affection des siens, des suites d'une crise cardiaque.

7 NOVEMBRE

Ce 7 novembre 2018 dans la matinée, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSMA par intérim, Mme Mbaranga Gasarabwe, a rencontré au Quartier Général de la Mission une délégation de l'Union européenne. Composée de représentants de plusieurs Etats membres, cette délégation effectue une mission de deux jours à Bamako.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une programmation conjointe au Mali entre les Etats membres de l'Union Européenne, les échanges avec la MINUSMA ont porté sur un partage d'analyses devant mener, à terme, à la mise en place d'une réponse européenne plus forte et efficiente.



8 NOVEMBRE

Ce 8 novembre, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSMA par intérim, Mme Mbaranga Gasarabwe, a rencontré au Quartier Général de la Mission, Mme Harriet Baldwin, Ministre d'Etat Britannique pour l'Afrique.

Les discussions ont, entre autres, concerné le Mandat de la MINUSMA, l'état d'avancement du processus de paix, les défis politiques, sécuritaires et de développement dans le Nord et le Centre du Mali, ainsi que le rôle de la communauté internationale dans le soutien au processus de paix. Les voies et moyens envisagés par la Mission pour maintenir son engagement ont également été abordés, de même que l'important engagement de l'Etat Britannique dans la région du Sahel, et son partenariat avec la Mission.

Mme Mbaranga a tenu à remercier Mme la Ministre pour la contribution de l'Etat britannique aux efforts consentis par la communauté internationale dans l'accompagnement des Maliens vers la paix et la stabilité.



8 NOVEMBRE

Les 5 et 6 novembre derniers, le Représentant Spécial du Secrétaire général au Mali, M. Mahamat Saleh Annadif, a participé à la cinquième édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique.

La thématique de cette année portait sur les enjeux de la stabilité et le développement durable en tant que facteurs favorisant la paix et la sécurité.

Le forum a rassemblé plusieurs centaines de participants venant de tous les horizons : monde politique, diplomatique, militaire et secteur privé. M. Annadif a pris part à plusieurs activités au programme, en plus d'être conférencier invité et membre du panel portant sur « la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et la question du partenariat ».

Dans son allocution, le Représentant Spécial a mentionné le rôle joué par les Nations Unies au Mali dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que l'importance du partenariat et de la complémentarité avec les Forces de Sécurité et de Défense Maliennes (FDSM), la Force française Barkhane et la Force conjointe G5 Sahel. Il a insisté sur le fait que la présence militaire internationale n'est que de durée limitée, et que, à terme, seule la présence d'une armée malienne républicaine reconstituée et effective demeure la condition sine qua non pour renforcer l'autorité de l'Etat et pour lutter contre le terrorisme dans ses diverses formes.

Ce Forum fut aussi l'occasion pour le Chef de la MINUSMA de s'entretenir avec la Ministre française des Armées, Florence Parly, et la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Norvège.

**12 NOVEMBRE**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (RSSG), M. Mahamat Saleh Annadif a rencontré ce jour, au Quartier Général de la Mission onusienne à Bamako, la nouvelle Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU au Mali, en charge des Affaires Politiques au sein de la MINUSMA, Mme Joanne Adamson, du Royaume-Uni.

M. Annadif a chaleureusement accueilli Mme Adamson, à qui il a souhaité plein succès dans ces nouvelles responsabilités.

Mme Adamson apporte à la MINUSMA 30 années d'expériences dans le domaine de la diplomatie, avec une vaste connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité, aux négociations multilatérales et à la résolution de conflits. Une expérience acquise au service diplomatique du Royaume-Uni mais aussi auprès de l'Union européenne et des Nations Unies.

**18 OCTOBRE**

Ce 12 novembre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a rencontré au Quartier Général de la Mission, Mme Ursula Gertrud von der Leyen, Ministre allemande de la Défense, accompagné d'une forte délégation.



Journée internationale des personnes handicapées

3 DÉCEMBRE





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



facebook.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

